

La Gazette populaire

DE LA 12^{ÈME} CIRCONSCRIPTION DE GIRONDE

N°4 ÉTÉ 2026



Deux ans déjà que j'ai l'honneur de vous représenter à l'Assemblée nationale, deux ans que je travaille avec mon équipe pour être la porte-parole de toute la population de notre circonscription. Depuis le premier jour, mon travail en commission ou dans l'hémicycle ne répond qu'à un seul objectif : **améliorer la vie du plus grand nombre**. Je me bats donc **sans relâche contre la destruction méticuleuse de nos services publics**.

Mais le gouvernement Lecornu, comme les précédents, ne propose que du malheur, en réduisant encore les moyens alloués à l'éducation, à la santé, à l'environnement, à la justice et à la culture. Les ressources financières des collectivités sont également attaquées. Si à Bercy il ne s'agit que de chiffres, nous savons en réalité que dans nos territoires ruraux, ce sont des classes qui ferment, des hôpitaux qui implorent. Ce sont des collèges qui ne sont pas construits, des enfants qui ne sont pas protégés, des infrastructures sportives à l'agonie ou des EHPAD publics qui ne sont plus financés. Le seul projet de société que ce gouvernement propose aux Français, c'est de faire des économies. C'est inacceptable.

La France a les moyens de faire autrement, l'argent existe. Les surprofits, la spéculation, l'évasion fiscale font **pleuvoir des milliards de dividendes qui échappent à l'impôt** et à la solidarité nationale. Tout cela grâce à la complicité des **parlementaires de droite et du RN qui refusent d'instaurer la taxe Zucman** dont l'objectif est simplement de faire payer une juste contribution aux personnes possédant plus de 100 millions de patrimoine. Cela aurait pu **rapporter au moins 15 milliards à l'Etat**.

Ce sont les mêmes qui refusent le rétablissement de l'impôt sur la fortune, qui rapporterait aujourd'hui au moins 10 milliards. **Pourtant ils trouvent 211 milliards d'argent public pour aider les entreprises sans aucune contrepartie**, ce qui permet à certaines d'empocher l'argent tout en délocalisant ou en supprimant des emplois.

La crise pétrolière que nous traversons illustre très bien **ce deux poids, deux mesures**. Je pense à toutes les professions qui n'ont pas d'autre choix que de recourir à leur voiture. Les habitants des territoires ruraux, les professionnels des services à la personne, les chauffeurs routiers, les artisans, les taxis, les agriculteurs, sont touchés de plein fouet par les prix qui s'envolent. Avec la France Insoumise, nous réclamons depuis le début de la crise **le blocage des prix des carburants. Mesure simple, efficace, qui n'appauvrit pas l'État**. Mais le gouvernement distribue quelques chèques en rognant un peu plus dans nos services publics et protège les marges de Total qui s'arrange pour ne payer quasiment aucun impôt en France alors que ses profits explosent...

Il est urgent de **sortir de ce système qui ne profite qu'à quelques-uns en prenant toujours plus aux autres**. Je reste combative et avec mon équipe nous travaillons avec acharnement en espérant que dans quelques mois nous puissions enfin avancer avec un gouvernement au service du peuple, de la justice, de la protection des plus fragiles, de la transition écologique, de la liberté et de l'égalité.

Mathilde Feld.

— Centre d'accueil d'urgence des victimes d'agressions en Sud-Gironde UMJ de proximité à Langon : l'État s'engage enfin!



Réunion relative aux Violences sexuelles et intrafamiliales avec la ministre Aurore Bergé
- Décembre 2025 / Arcachon

Chaque année, environ 2 800 victimes de violences, y compris sexuelles, sont dirigées vers l'unité médico-judiciaire (UMJ) de Bordeaux. Pourtant l'hôpital de Langon est volontaire depuis 2022 pour les accueillir.

Mathilde en a fait une de ses priorités, car il est fondamental que le recueil des preuves de l'infraction et de la parole des victimes puisse se faire dans des conditions qui respectent

à la fois leur état de fragilité et les délais exigés pour les constatations légales. Nous avons donc porté ce projet auprès des acteurs publics concernés (ministères, procureur, Agence Régionale de Santé (ARS), préfecture...) qui **se sont tous déclarés favorables**. Elle a notamment **interpellé la ministre** Aurore Bergé en décembre 2025, lors de sa visite en Gironde, qui a confirmé l'exigence d'installer des UMJ de proximité sur tout le territoire.

Nous nous félicitons également d'avoir obtenu, fin avril, l'engagement (filmé et devant témoins) du ministre de la Justice, Gérald Darmanin, de **modifier le schéma d'organisation de la médecine légale avant l'été** pour allouer les postes de médecins légistes nécessaires.

Nous attendons donc cette circulaire avec impatience, ainsi que **l'attribution des enveloppes financières à l'ARS** indispensables au démarrage de l'unité.

— Agriculture

Protéger nos agriculteurs face à l'agro-industrie



Les Bios du Canal - Barie, au lendemain des inondations - Mars 26

Inondations en février, canicule en mai... Les événements climatiques extrêmes sont de plus en plus intenses et fréquents. Face à ces périls, notre devoir est de protéger les agriculteurs pour **leur assurer une existence décente**.

Pourtant, la **loi d'urgence agricole** récemment votée à l'Assemblée ne leur apporte aucune réponse. Cette loi, dictée par la FNSEA et **pensée pour l'agrobusiness, va aggraver la concurrence entre les territoires** et sonner le glas des petites exploitations familiales.

«Pour ma part, je continuerai à accompagner et défendre celles et ceux qui en ont besoin, comme les maraîchers qui ont tout perdu lors des inondations pour lesquels j'ai demandé le déblocage d'un fonds d'urgence, ou comme les viticulteurs en pointant l'aberration du durcissement de l'utilisation du cuivre pour lutter contre le mildiou.»

Interpellations du gouvernement :

- Assouplir les conditions d'utilisation des produits à base de cuivre pour garantir la protection des cultures et la survie économique des exploitations viticoles françaises
- Débloquer un fonds d'urgence de trésorerie pour nos maraîchers au lendemain des inondations
- Adopter des mesures immédiates pour protéger les revenus agricoles face à la hausse du Gazole Non Routier
- Amendement Loi OTT : renforcer la place des agriculteurs dans l'aménagement du territoire et sécuriser l'exercice des activités agricoles face au changement climatique

— Éducation nationale & justice Protection de l'enfance

Les violences faites aux enfants sont l'un des fléaux les plus importants auxquels nous devons faire face, et pourtant il est le plus invisibilisé. Les victimes de l'institution catholique Bétharram ou le meurtre de la petite Lyhanna en sont des rappels douloureux.

Fortement mobilisée sur ce sujet par sa **participation à la Commission d'Enquête sur le Traitement judiciaire de l'inceste**, Mathilde a fait de ce sujet un point central de son action dans la continuité de son engagement pour l'UMJ. Convaincue que **la prévention est la base de la lutte** contre cette barbarie, elle a engagé une tournée des établissements scolaires de la



Collège Sauveterre-de-Guyenne - Juin 26

circonscription pour faire un **état des lieux de la mise en place de l'EVAR-S** : l'Éducation à la Vie Affective et Relationnelle (école maternelle et élémentaire) et à la Sexualité (collèges et lycées) avec les équipes éducatives..

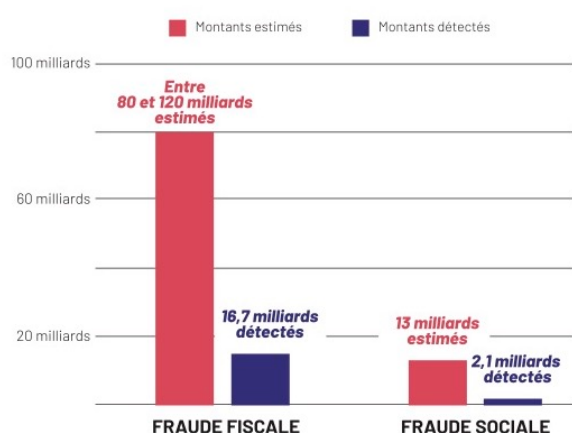
Elle profite par ailleurs de ces déplacements pour présenter le fonctionnement de l'Assemblée nationale aux élèves dans le cadre de l'Enseignement Moral et Civique (EMC).

— La justice fiscale : rejetée par la droite et l'extrême-droite

Projet de loi «lutte contre les fraudes sociales et fiscales»

Commissaire aux finances spécialisée sur le sujet de la fraude fiscale, Mathilde a été mobilisée plusieurs mois en tant que **cheffe de file** sur le projet de loi de « **lutte contre les fraudes sociales et fiscales** ».

Ce texte, à l'image de la politique menée par la Macronie depuis son arrivée au pouvoir, met en place un véritable **harcèlement des bénéficiaires de prestations sociales**, mais épargne avec constance les véritables fraudeurs et en particulier les fraudeurs fiscaux.



Fraude fiscale estimée entre 80 et 120 milliards d'€

On y retrouve la fraude brute cumulée sur les impôts sur le revenu, impôts sur le patrimoine, impôts sur la consommation, impôts locaux, fraude à la TVA, règlements d'ensemble, arbitrages de dividendes et Cum-Cum, fraude sur les droits de douane.

Fraude sociale estimée autour de 13 milliards d'€

Le rapport du Haut Conseil du Financement de la protection sociale nous révèle :

6,91 milliards : fraudes des employeurs, entrepreneurs et travailleurs indépendants.

4 milliards : fraudes par les bénéficiaires de prestations sociales (RSA, chômage...).

1,71 milliards : fraudes des professionnels de santé (soins facturés à tort ou surfacturés au détriment de l'Assurance

De multiples amendements proposés... et rejetés.

Mathilde a déposé plus de 40 amendements sur ce texte afin d'y intégrer de **véritables mesures d'égalité et de justice fiscale**, ou afin de supprimer des mesures racistes ou injustes. Ils ont tous été balayés par la droite et l'extrême-droite.

Au-delà d'être inutile, puisque les recettes générées seront extrêmement marginales, ce texte est dangereux pour nos libertés individuelles, à tel point que les groupes de la France Insoumise, Les Écologistes et Gauche Démocrate et Républicaine ont **déposé un recours conjoint au Conseil constitutionnel**.



— L'évasion fiscale

«Vous payez plus d'impôts que les ultra-riches !»

Les lois sont faites par et pour les ultra-riches qui grâce à toutes les exceptions qu'ils insèrent dans la loi, réussissent à ne payer que très peu d'impôts. **Les milliardaires ont un taux d'imposition global de 25%, un ménage moyen c'est 50% !**

120 milliards d'euros échappent à l'impôt chaque année !

Et 120 milliards, ça représente...



2x
le budget de
l'Éducation nationale



12x
le budget de
la Justice



40x
le budget de
l'Écologie

Mon action parlementaire

- Recommandations pour lutter contre l'évasion fiscale
- Dépôt du premier amendement Zucman (Nov 2024)
- Proposition de loi pour encadrer les règlements d'ensemble
- Cheffe de file sur le Projet de loi de finances
- Cheffe de file sur le Projet de loi contre les fraudes sociales et fiscales



Missions d'informations et commissions d'enquête

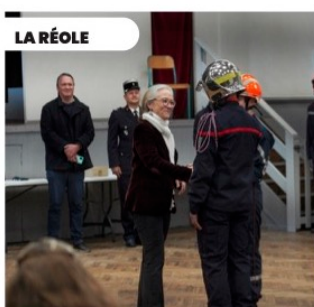
- Finalisation de notre mission d'information sur les aides publiques aux entreprises
- Rapport spécial - Gestion des finances publiques et lutte contre l'évasion fiscale, moyens humains et matériels de la Direction Générale des Finances Publiques
- Membre active de la commission d'enquête sur le traitement judiciaire des violences sexuelles incestueuses parentales commises contre les enfants et la situation des parents protecteurs, notamment des mères protectrices

Interpellations du gouvernement Questions écrites et orales

- Reconnaissance urgente de l'état de catastrophe naturelle suite aux inondations de février 2026
- Hausse du coût du gazole non routier utilisé dans l'agriculture
- Modalités de contrôle de la mise à disposition de terres dans le cadre de la Politique Agricole Commune
- Durcissement des conditions d'utilisation des produits à base de cuivre
- Impacts des obligations de facturation électronique sur les petites entreprises
- Licenciement pour port du calot dans l'hôpital public
- Rémunération des travailleurs sociaux des organismes de sécurité sociale

Retrouvez toutes les questions sur mathildefeld.fr

— PRÈS DE VOUS



LA RÉOLE
Sainte-Barbe - pompiers / Décembre 2025



CRÉON
Forum sur la diversification agricole par le PETR Coeur Entre Deux Mers / Janvier 2025



LA RÉOLE
Réunion de crise inondations avec le préfet / Février 2026



BORDEAUX
Réunion barreau de Bordeaux - Loi SURE (Sanction Utile Rapide et Effective) / Avril 2026



CLUB DE LA PIMPINE
Finale Rugby Championnat féminin de Gironde à Saint-André-de-Cubzac / Juin 2026



OMET
Inauguration de la bibliothèque de proximité / Avril 2026



SAINT-PIERRE-D'AURILLAC
Commémoration des héros de la résistance et des victimes de la déportation / Avril 2026



SAINT-LOUBÈS
Défilé Fashion Show de l'Ehpad de Fargues-St-Hilaire / Mai 2026



BLASIMON
Anniversaire du Ouistiti Circus / Mai 2026



COLLÈGE DE MONSÉGUR
Le collège de Monséguir visite l'Assemblée nationale à Paris / Mai 2026



TOULLENNE
Inspection de la compagnie de gendarmerie de Langon-Toulennne / Juin 2026



CADILLAC
Soutien à la grève des AESH (Accompagnant des élèves en situation de handicap) / Juin 2026



Permanence parlementaire
21 place de la République / Cadillac
09 51 80 32 82
mathilde.feld@assemblee-nationale.fr

 **FACEBOOK**
[MathildeFeld3312](https://www.facebook.com/MathildeFeld3312)

 **INSTAGRAM**
[mathilde.feld](https://www.instagram.com/mathilde.feld)

 **BLUESKY**
[@mathildefeld.bsky.social](https://bsky.app/profile/mathildefeld.bsky.social)

www.mathildefeld.fr